

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op de datum van de beraadslaging van de Executieve.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheid het gehandicaptenbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 december 1992.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Mevr. M. DE GALAN

De Minister-Voorzitter van de Executieve,

B. ANSELME

### MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 93 — 2215

[S-C — 29375]

#### 19 JUILLET 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, notamment l'article 6bis inséré par la loi du 31 juillet 1975, modifié par le décret du 31 mai 1989;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 24, modifié par les lois des 6 juillet 1970, 14 juillet 1975 et 18 septembre 1981, l'arrêté royal n° 411 du 25 avril 1986 et le décret du 16 avril 1991;

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, notamment l'article 5, modifié par la loi du 31 juillet 1975;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, modifié par l'arrêté royal n° 438 du 11 août 1986, les arrêtés royaux des 3 juillet 1985 et 1er juin 1987 et l'arrêté de l'Exécutif du 30 août 1989;

Vu la concertation menée avec les représentants des différents pouvoirs organisateurs;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education,

Arrête :

#### CHAPITRE Ier. — Dispositions modificatives

Article 1er. A l'article 4 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, le paragraphe 1er, 3° est remplacé par la disposition suivante :

« 3° une année de spécialisation ou de perfectionnement comportant dans chaque orientation d'études une seule année au terme du troisième degré; »

Art. 2. A l'article 4 du même arrêté, les mots « en troisième, quatrième, cinquième année » sont remplacés par les mots « dans les autres années d'études ».

Art. 3. A l'article 5 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2 est complété par la disposition suivante :

« En première année, la formation commune peut comprendre des activités complémentaires et des activités d'essai. »

2° l'article est complété par la disposition suivante :

« § 5. Toutefois, au premier degré de l'enseignement secondaire de type I, la formation composée d'options ainsi que les activités complémentaires et les activités d'essai peuvent être remplacées, en tout ou en partie, par un programme spécifique destiné à permettre à l'élève d'atteindre le niveau des études requis au terme du premier degré. »

Art. 4. A l'article 10, § 1er, du même arrêté, les mots « avec fruit » sont abrogés dans la phrase liminaire.

Art. 5. A l'article 11 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1er est complété par la disposition suivante :

« 4° soit le premier degré de l'enseignement secondaire comprenant la deuxième année commune. »

2° le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Peuvent être admis comme élèves réguliers en troisième année de l'enseignement secondaire professionnel de type I :

1° les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit une deuxième année de l'enseignement secondaire;

2° les élèves âgés de quinze ans qui ont suivi une deuxième année de l'enseignement secondaire et qui font l'objet d'un avis favorable du conseil d'admission;

3° les élèves âgés de seize ans qui font l'objet d'un avis favorable du conseil d'admission. »

Art. 6. L'article 12 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 12. Sous réserve de l'article 19 :

1° peuvent être admis comme élèves réguliers en quatrième année de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique de type I, y compris dans l'année de réorientation :

a) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit une troisième année d'études dans une de ces trois formes d'enseignement et dont l'attestation d'orientation ne limite pas la poursuite des études au seul enseignement professionnel;

b) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la quatrième année de l'enseignement secondaire professionnel ou le second degré de l'enseignement professionnel;

c) les titulaires du certificat d'enseignement secondaire inférieur délivré par le jury d'Etat ou par les jurys de la Communauté française, de la Communauté flamande ou de la Communauté germanophone; toutefois, le choix d'une orientation d'études est soumis à l'avis favorable du conseil d'admission;

2° peuvent être admis comme élèves réguliers en quatrième année ainsi que dans l'année de réorientation de l'enseignement secondaire professionnel de type I :

a) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la troisième année de l'enseignement secondaire;

b) les titulaires du certificat d'enseignement secondaire inférieur délivré par le jury d'Etat ou par les jurys de la Communauté française, de la Communauté flamande ou de la Communauté germanophone; toutefois, le choix d'une orientation d'études est soumis à l'avis favorable du conseil d'admission;

3° peuvent également être admis comme élèves réguliers dans la quatrième année de l'enseignement secondaire professionnel de type I les élèves qui ont terminé, dans la même forme d'enseignement et dans la même orientation d'études, une troisième année au sein d'un établissement d'enseignement secondaire autorisé par le Ministre à ne pas délivrer d'attestation au terme de la troisième année de l'enseignement secondaire professionnel de type I, conformément aux dispositions de l'article 22, § 3. Toutefois, en cas de changement d'établissement au terme de cette troisième année d'études, l'admission en quatrième année dans un autre établissement est soumise à l'avis favorable du conseil d'admission. »

**Art. 7.** L'article 14 du même arrêté est abrogé.

**Art. 8.** A l'article 15 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° peuvent être admis comme élèves réguliers en cinquième année organisée au troisième degré de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique, les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la sixième année de l'enseignement secondaire professionnel; »

2° le 3°, est complété par la disposition suivante :

« c. les élèves qui ont terminé avec fruit le deuxième degré de l'enseignement secondaire professionnel de type I. »

**Art. 9.** L'article 18 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 30 août 1989, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 18. Les élèves qui ont terminé avec fruit la sixième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel peuvent être admis comme élèves réguliers dans la septième année d'études visée à l'article 4 § 1er, 5° et § 2. »

**Art. 10.** A l'article 19 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985, le paragraphe 2, 1°, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° sont exclus les passages de la quatrième année du cycle inférieur de l'enseignement technique ou professionnel de type II vers l'enseignement général, technique ou artistique de type I; »

**Art. 11.** A l'article 20 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 30 août 1989, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1er, 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° jusqu'au 15 octobre :

a) au niveau de la cinquième année organisée au troisième degré de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique;

b) au niveau de la cinquième année organisée au troisième degré de l'enseignement secondaire professionnel;

c) dans l'enseignement de perfectionnement ou de spécialisation organisé au terme des deuxième et troisième degrés. »

2° le paragraphe 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. En cinquième année, tout élève qui change de forme d'enseignement, de section ou d'orientation d'études, avant le 15 octobre, est considéré comme satisfaisant à la condition prévue par l'article 6, § 2, 2° des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949. »

**Art. 12.** A l'article 20, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 30 août 1989, le paragraphe 1er, 2°, c, est remplacé par la disposition suivante :

« c) dans l'enseignement de perfectionnement ou de spécialisation organisé au terme du troisième degré. »

**Art. 13.** L'article 22, § 1er, 1°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 1° le premier degré de l'enseignement secondaire de type I ainsi que la troisième et la quatrième année d'études de l'enseignement secondaire de type I, s'il est jugé capable de poursuivre des études dans l'année supérieure dans au moins une des formes de l'enseignement secondaire; »

**Art. 14.** L'article 22 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 1er juin 1987 et du 30 août 1989, est complété par les dispositions suivantes :

« § 3. Au deuxième degré de l'enseignement secondaire professionnel de type I, le Ministre peut autoriser, sur base d'un projet définissant l'objectif poursuivi par l'établissement, un établissement à ne juger de la capacité d'un élève régulier à poursuivre des études dans l'année supérieure qu'au terme de ce deuxième degré. Dans ce cas, les conseils de classe délivrent aux élèves réguliers :

1° un rapport sur les compétences acquises par l'élève au terme de la troisième année d'études;

2° une attestation d'orientation au terme du deuxième degré.

§ 4. Les établissements visés au § 3 peuvent organiser, à partir de l'année scolaire 1994-1995, une année complémentaire au sein du deuxième degré d'enseignement professionnel de type I, destinée aux élèves qui ne peuvent terminer ce deuxième degré avec fruit en deux années.

Le programme d'études de cette année complémentaire vise à permettre à l'élève d'atteindre le niveau des études requis au terme du deuxième degré. Il est composé en fonction des besoins de l'élève et peut comprendre des cours de la première comme de la deuxième année du degré et des activités spécifiques de rattrapage. »

**Art. 15.** A l'article 23 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 3 juillet 1985 et du 30 août 1989, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Le premier degré de l'enseignement secondaire de type I comprenant la deuxième année commune ou la deuxième année de l'enseignement professionnel de type I, ainsi que les troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième année d'études de l'enseignement secondaire de type I sont sanctionnées par une attestation d'orientation sauf si les études sont sanctionnées conformément aux dispositions des articles 24, § 2 et 3, et 25, 2°. »

2° au § 2, 1°, 2° et 3°, les mots « l'année avec fruit » sont remplacés par les mots « l'année ou le degré avec fruit ».

3° l'article est complété par les dispositions suivantes :

« § 6. Au terme de la première année A, le conseil de classe délivre aux élèves réguliers un rapport sur les compétences acquises par l'élève au terme de cette première année d'études.

§ 7. Il peut être organisé, à partir de l'année scolaire 1995-1996, une année complémentaire au sein du premier degré destinée aux élèves qui ne peuvent terminer ce premier degré avec fruit en deux années.

Le programme d'études de cette année complémentaire vise à permettre à l'élève d'atteindre le niveau des études requis au terme de ce premier degré. Il est composé en fonction des besoins de l'élève et peut comprendre des cours de la première comme de la deuxième année du degré et des activités spécifiques de rattrapage. »

**Art. 16.** A l'article 24 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 3 juillet 1985 et du 1er juin 1987, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Au terme de la première année d'études, le conseil de classe détermine pour les élèves réguliers qui ne sont pas encore porteurs du certificat d'études de base s'ils ont terminé avec fruit cette année. Dans ce cas, il leur délivre ledit certificat. »

2° au § 1er *bis*, le mot « professionnel » est abrogé.

**Art. 17.** L'article 24, § 2, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 3 juillet 1985 et du 1er juin 1987, est abrogé.

**Art. 18.** L'article 25 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 3 juillet 1985, du 1er juin 1987 et du 30 août 1989, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 25. Certaines années d'études sont sanctionnées par un certificat susceptible d'homologation. Ces certificats sont :

1° le certificat d'enseignement secondaire inférieur délivré aux élèves réguliers :

a) qui ont terminé avec fruit une deuxième année d'études de l'enseignement secondaire et une troisième année d'études de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique;

b) qui ont terminé avec fruit le premier degré de l'enseignement secondaire et une troisième année d'études de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique;

c) qui ont terminé avec fruit une troisième et une quatrième années d'études de l'enseignement secondaire professionnel;

2° le certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré aux élèves réguliers qui sont titulaires du certificat d'enseignement secondaire inférieur homologué ou délivré par le jury d'Etat ou par les jurys de la Communauté française, de la Communauté flamande ou de la Communauté germanophone :

a) qui ont terminé avec fruit les deux dernières années d'études dans l'enseignement secondaire général, technique ou artistique, dans la même forme d'enseignement, dans la même section, et dans la même orientation d'études;

b) qui ont terminé avec fruit la septième année visée à l'article 4, § 1er, 5° et § 2, après avoir terminé avec fruit une sixième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel. »

**Art. 19.** L'article 26, § 1er, 1° du même arrêté est abrogé.

**Art. 20.** L'article 26, § 1er, 2° du même arrêté est abrogé.

**Art. 21.** L'article 29, § 1er, 1°, b, du même arrêté est abrogé.

**Art. 22.** L'article 29 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1er juin 1987, est complété par la disposition suivante :

« § 7. En vue de répondre à des besoins spécifiques, des cours de rattrapage peuvent être organisés. »

**Art. 23.** A l'article 35 du même arrêté, le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Peuvent être admis comme élèves réguliers en troisième année de l'enseignement secondaire professionnel de type II :

1° les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit une deuxième année de l'enseignement secondaire ou le premier degré de l'enseignement secondaire de type I comprenant la deuxième année commune;

2° les élèves âgés de quinze ans qui ont suivi une deuxième année de l'enseignement secondaire et qui font l'objet d'un avis favorable du jury d'admission;

3° les élèves âgés de seize ans qui font l'objet d'un avis favorable du jury d'admission. »

**Art. 24.** A l'article 36 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le 1°, c, est remplacé par la disposition suivante :

« c. les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la quatrième année de l'enseignement secondaire inférieur professionnel;

2° le 2°, b, est remplacé par la disposition suivante :

« b. les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la quatrième année de l'enseignement secondaire inférieur professionnel; »

**Art. 25.** L'article 37 du même arrêté est abrogé.

**Art. 26.** A l'article 38 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 2°, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° peuvent être admis comme élèves réguliers en cinquième année, au niveau secondaire supérieur de l'enseignement technique ou artistique de type II, les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la sixième année de l'enseignement secondaire professionnel; »

2° le 3° est complété par la disposition suivante :

« c. les élèves qui ont terminé avec fruit le deuxième degré de l'enseignement secondaire professionnel de type I. »

**Art. 27.** L'article 41 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 30 août 1989, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 41. Les élèves qui ont terminé avec fruit la sixième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel peuvent être admis comme élèves réguliers dans la septième année d'études visée à l'article 29, § 5 et § 6, a et b. »

**Art. 28.** A l'article 45 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 30 août 1989, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1er, 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° jusqu'au 15 octobre :

a) au niveau de la cinquième année organisée au cycle supérieur de l'enseignement général, technique ou artistique;

b) au niveau de la cinquième année organisée au cycle supérieur de l'enseignement professionnel;

c) dans l'enseignement de perfectionnement ou de spécialisation organisé au cycle inférieur et au cycle supérieur. »

2° le paragraphe 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. En cinquième année, tout élève qui change de forme d'enseignement, de section ou d'orientation d'études, avant le 15 octobre, est considéré comme satisfaisant à la condition prévue par l'article 6, § 2, 2° des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949. »

**Art. 29.** A l'article 45, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 30 août 1989, le paragraphe 1er, 2°, c, est remplacé par la disposition suivante :

« c) dans l'enseignement de perfectionnement ou de spécialisation organisé au cycle supérieur. »

**Art. 30.** L'article 49, § 2, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 2 juillet 1985 et du 1er juin 1987, est abrogé.

**Art. 31.** L'article 50 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 3 juillet 1985 et du 30 août 1989, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 50. Certaines années d'études sont sanctionnées par un certificat susceptible d'homologation. Ces certificats sont :

1° le certificat d'enseignement secondaire inférieur délivré aux élèves réguliers :

a) qui ont terminé avec fruit une deuxième année d'études de l'enseignement secondaire et une troisième année d'études de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique;

b) qui ont terminé avec fruit une troisième et une quatrième années d'études de l'enseignement secondaire professionnel;

2° le certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré aux élèves réguliers qui sont titulaires du certificat d'enseignement secondaire inférieur homologué ou délivré par le jury d'Etat ou par les jurys de la Communauté française, de la Communauté flamande ou de la Communauté germanophone :

a) qui ont terminé avec fruit les deux dernières années d'études dans l'enseignement secondaire général, technique ou artistique, dans la même forme d'enseignement, dans la même section, et dans la même orientation d'études;

b) qui ont terminé avec fruit la septième année visée à l'article 29, § 5 et § 6, a, après avoir terminé avec fruit une sixième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel. »

**Art. 32.** L'article 51, § 1er, 1° du même arrêté est abrogé.

**Art. 33.** L'article 51, § 1er, 2° du même arrêté est abrogé.

**Art. 34.** L'article 57 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985, est abrogé.

**Art. 35.** L'article 58 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 3 juillet 1985, est complété par le paragraphe suivant :

« § 3. Dans l'année d'études visée à l'article 4, § 1er, 5°, le Ministre ou son délégué peut dispenser les porteurs du certificat d'enseignement secondaire supérieur homologué obtenu dans l'enseignement général, technique ou artistique, de certains cours enseignés. Dans ce cas, seul le certificat de qualification est décerné. »

## CHAPITRE II. — Dispositions transitoires et finales

**Art. 36. § 1er.** Le Ministre peut autoriser un établissement d'enseignement secondaire de type I à ne pas délivrer d'attestation d'orientation à la fin de la première année A de l'enseignement secondaire de type I au terme de l'année scolaire 1993-1994.

§ 2. Les conseils de classe des établissements visés au § 1er délivrent aux élèves réguliers :

1° un rapport sur les compétences acquises par l'élève au terme de la première année A;

2° une attestation d'orientation au terme du 1er degré comprenant la deuxième année commune d'études.

Cette attestation est équivalente, pour l'admission en troisième année d'études à l'attestation délivrée au terme de la deuxième année commune.

§ 3. Les mêmes établissements peuvent organiser, à partir de l'année scolaire 1994-1995, une année complémentaire au sein du premier degré destinée aux élèves qui ne peuvent terminer ce premier degré avec fruit en deux années.

Le programme d'études de cette année complémentaire vise à permettre à l'élève d'atteindre le niveau des études requis au terme de ce premier degré. Il est composé en fonction des besoins de l'élève et peut comprendre des cours de la première comme de la deuxième année du degré et des activités spécifiques de rattrapage. »

§ 4. Les élèves réguliers qui ont terminé la première année A pendant l'année scolaire 1993-1994 au sein des mêmes établissements peuvent être admis en deuxième année commune.

Toutefois, en cas de changement d'établissement au terme de cette première année d'études, l'admission en deuxième année commune dans un autre établissement est soumise à l'avis favorable du conseil d'admission. »

**Art. 37.** Le conseil d'admission peut lever la restriction imposée :

1° au terme de la deuxième année commune et relative au cours de mathématique ou au cours de seconde ou de troisième langue à un élève régulier qui n'a pas terminé avec fruit la troisième année de l'enseignement secondaire au cours de l'année scolaire 1992-1993;

2° au terme de la quatrième année de l'enseignement de transition et relative au cours de mathématique de niveau B à un élève régulier qui n'a pas terminé avec fruit la cinquième année de l'enseignement secondaire au cours de l'année scolaire 1992-1993;

3° au terme de la quatrième année de l'enseignement de transition et ayant pour effet d'interdire l'accès à tout cours de langue moderne à 4 périodes hebdomadaires à un élève régulier qui n'a pas terminé avec fruit la cinquième année de l'enseignement secondaire au cours de l'année scolaire 1992-1993.

**Art. 38.** A l'exception des articles 16, 18 et 31, qui entrent en vigueur le 1er octobre 1993, des articles 13 et 15, qui entrent en vigueur le 1er octobre 1994, de l'article 4 qui entre en vigueur le 1er septembre 1995, des articles 19 et 32, qui entrent en vigueur le 1er octobre 1995, des articles 1er, 7, 12, 21, 25, 29, 30 et 34 qui entrent en vigueur le 1er septembre 1996, et des articles 17, 20 et 33, qui entrent en vigueur le 1er octobre 1996, le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1993.

**Art. 39.** Le Ministre de l'Education est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 juillet 1993.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education,

E. DI RUPO

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 93 — 2215

[S-C — 29375]

**19 JULI 1993. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, inzonderheid artikel 6 *bis*, ingevoegd bij de wet van 31 juli 1975 en gewijzigd bij decreet van 31 mei 1989;

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving inzonderheid artikel 24, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1970, 14 juli 1975 en 18 september 1981, het koninklijk besluit 411 van 25 april 1986 en het decreet van 16 april 1991;

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, inzonderheid artikel 5, gewijzigd bij de wet van 31 juli 1975;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, gewijzigd bij het koninklijk besluit 438 d.d. 11 augustus 1988, de koninklijke besluiten van 3 juli 1985 en 1 juni 1987 en het besluit van de Executieve d.d. 30 augustus 1989;

Gelet op het overleg met de vertegenwoordigers van de verschillende inrichtende machten;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Wijzigingsbepalingen**

**Artikel 1.** In artikel 4 van bovenvermeld koninklijk besluit van 29 juni 1984 wordt § 1, 3° vervangen als volgt :  
« 3° een specialisatie- of volmakingsjaar met, per studierichting, één jaar na de 3e graad ».

**Art. 2.** In artikel 4 van voormeld besluit wordt « in het 3e, 4e, 5e jaar » vervangen door « in de andere leerjaren ».

**Art. 3.** Artikel 5 van voormeld besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° § 2 wordt aangevuld als volgt :

« In het 1e jaar kan de gemeenschappelijke vorming bijkomende en experimentele activiteiten omvatten. »

2° het artikel wordt aangevuld als volgt :

« § 5. In de 1e graad van het secundair onderwijs van type I kunnen de uit opties bestaande opleiding en de bijkomende en experimentele activiteiten echter geheel of gedeeltelijk vervangen worden door een specifiek programma dat de leerling in staat moet stellen het vereiste studiepeil na afloop van de 1e graad te bereiken. »

**Art. 4.** In artikel 10, § 1 van voormeld besluit vervallen de woorden « met goed gevolg » in de inleidende zin.

**Art. 5.** Artikel 11 van voormeld besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1 wordt aangevuld als volgt :

« 4° hetzij de 1e graad van het secundair onderwijs, die het 2e gemeenschappelijk jaar omvat. »

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Kunnen toegelaten worden als regelmatige leerlingen in het 3e jaar secundair beroepsonderwijs van type I :

1° de regelmatige leerlingen die met goed gevolg een 2e jaar secundair onderwijs volbracht hebben;

2° de leerlingen die 15 jaar zijn en een 2e jaar secundair onderwijs gevolgd hebben en over wie de toelatingsraad een gunstig advies uitbracht;

3° de leerlingen die 16 jaar zijn en over wie de toelatingsraad een gunstig advies uitbracht. »

**Art. 6.** Artikel 12 van voormeld besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 12. Onder voorbehoud van artikel 14 kunnen toegelaten worden als regelmatige leerlingen in het 4e jaar :

1° algemeen, technisch of artistiek secundair onderwijs van type I, met inbegrip van het heroriënteringsjaar :

a) de regelmatige leerlingen die met goed gevolg een 3e jaar beëindigd hebben in een van die onderwijsvormen en van wie het oriënteringsattest de voortzetting van de studie niet tot het beroepsonderwijs beperkt;

b) de regelmatige leerlingen die met goed gevolg het 4e jaar secundair beroepsonderwijs of de 2e graad van dat onderwijs volbracht hebben;

c) de houders van het getuigschrift van lager secundair onderwijs, uitgereikt door de staatsexamencommissie of de examencommissies van de Franse, de Vlaamse of de Duitstalige Gemeenschap; voor de keuze van een studierichting geldt echter het advies van de toelatingsraad;

2° alsook in het heroriënteringsjaar van het secundair beroepsonderwijs van type I :

a) de regelmatige leerlingen die het 3e jaar secundair onderwijs met goed gevolg volbracht hebben;

b) de houders van het getuigschrift van lager secundair onderwijs, uitgereikt door de staatsexamencommissie of de examencommissies van de Franse, de Vlaamse of de Duitstalige Gemeenschap; voor de keuze van een studierichting geldt echter het advies van de toelatingsraad;

3° secundair beroepsonderwijs van type I de leerlingen die in dezelfde onderwijsvorm en studierichting een 3e jaar volbracht hebben in een inrichting voor secundair onderwijs die door de Minister gemachtigd werd om geen attest uit te reiken na het 3e jaar secundair beroepsonderwijs van type I, overeenkomstig artikel 22 § 3. Bij verandering van inrichting na dat 3e jaar geldt voor de toelating tot het 4e jaar in een andere inrichting het advies van de toelatingsraad. »

**Art. 7.** Artikel 14 van voormeld besluit wordt opgeheven.

**Art. 8.** Artikel 15 van voormeld besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° kunnen toegelaten worden als regelmatige leerlingen in een 5e jaar, georganiseerd in de 3e graad van het algemeen, technisch of artistiek secundair onderwijs, de regelmatige leerlingen die met goed gevolg het 6e jaar secundair beroepsonderwijs volbracht hebben; »

2° 3° wordt aangevuld als volgt :

« c. de leerlingen die met goed gevolg de 2e graad secundair beroepsonderwijs van type I volbracht hebben. »

**Art. 9.** Artikel 18 van hetzelfde besluit, vervangen door het koninklijk besluit van 30 augustus 1989, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 18. De leerlingen die met goed gevolg het 6e jaar secundair beroepsonderwijs beëindigd hebben, kunnen toegelaten worden als regelmatige leerlingen in het 7e jaar, bedoeld in artikel 4 § 1, 5° en § 2. »

**Art. 10.** In artikel 19 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 3 juli 1985, wordt § 2, 1° vervangen als volgt :

« 1° uitgesloten is de overgang van het 4e jaar van de lagere cyclus van het technisch of beroepsonderwijs van type II naar het algemeen, technisch of kunstsonderwijs van type I; »

**Art. 11.** Artikel 20 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij voormeld besluit van 30 augustus 1989, wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1, 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° tot 15 oktober :

a) op het niveau van het 5e jaar, in de 3e graad van het algemeen, technisch of kunstsonderwijs;

b) op het niveau van het 5e jaar in de 3e graad van het secundair beroepsonderwijs;

c) in het volmakings- of specialisatieonderwijs na de 2e en de 3e graad. »

2° § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. In het 5e jaar wordt elke leerling die van onderwijsvorm, afdeling of studierichting verandert vóór 15 oktober beschouwd als hebbende voldaan aan de vereiste van artikel 6, § 2, 2° van de op 31 december 1949 gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens. »

**Art. 12.** In artikel 20 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij voormeld besluit van 30 augustus 1989, wordt § 1, 2°, c vervangen als volgt :

« c) in het volmakings- of specialisatieonderwijs na de 3e graad. »

**Art. 13.** Artikel 22, § 1, 1° van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« 1° de 1e graad van het secundair onderwijs van type I en het 3e en het 4e jaar secundair onderwijs van type I, als hij bekwaam wordt geacht om van leerjaar te verhogen in ten minste een van de vormen van het secundair onderwijs. »

**Art. 14.** Hetzelfde artikel 2, gewijzigd bij koninklijke besluiten d.d. 1 juni 1987 en 30 augustus 1989, wordt aangevuld als volgt :

« § 3. In de 2e graad van het secundair beroepsonderwijs van type I kan de Minister, op grond van een project tot bepaling van het door de inrichting nagestreefde doeleinden, een inrichting machtigen om de bekwaamheid van een regelmatige leerling om van jaar te verhogen pas te beoordelen na die 2e graad.

In dat geval reiken de klasseraden aan de regelmatige leerlingen :

1° een verslag uit over de door de leerling na het 3e leerjaar verworven bekwaamheid;

2° alsook een oriënteringsattest na de 2e graad.

§ 4. De in § 3 bedoelde inrichtingen kunnen vanaf het schooljaar 1994-1995 een aanvullend jaar organiseren in de 2e graad van het secundair beroepsonderwijs van type I, voor de leerlingen die de 2e graad niet in twee jaar met goed gevolg kunnen beëindigen. Het leerplan voor dat aanvullend jaar moet de leerlingen in staat stellen het vereiste studieniveau na afloop van de 2e graad te bereiken. Het wordt samengesteld volgens de behoeften van de leerling en kan vakken omvatten uit het 1e en het 2e jaar van de graad, alsook specifieke inhaalactiviteiten. »

**Art. 15.** Artikel 23 van hetzelfde besluit gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 juli 1985 en 30 augustus 1989, wordt als volgt gewijzigd :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De 1e graad van het secundair onderwijs van type I, omvattend het 2e gemeenschappelijk jaar of het 2e jaar beroepsonderwijs van type I alsook het 3e, 4e, 5e, 6e en 7e jaar van het secundair onderwijs van type I, wordt bekrachtigd met een oriënteringsattest behalve als de studie bekrachtigd wordt overeenkomstig de artikelen 24, § 2 en 3 en 25, 2°. »

2° in § 2, 1° 2° en 3° wordt « het jaar met goed gevolg » vervangen door « het jaar of graad met goed gevolg ».

3° het artikel wordt aangevuld als volgt :

« § 6. Na het 1e jaar A reikt de klasseraad aan de regelmatige leerlingen een verslag uit over de in dit 1e jaar door de leerling verworven bekwaamheid.

§ 7. Vanaf het schooljaar 1995-1996 kan in de 1e graad een aanvullend jaar georganiseerd worden voor de leerlingen die deze graad niet met goed gevolg in 2 jaar kunnen beëindigen.

Het leerplan van dat jaar moet de leerling in staat stellen, het na de 1e graad vereiste studieniveau te bereiken. Het wordt samengesteld, volgens de behoeften van de leerling, uit vakken van het 1e en het 2e jaar en specifieke inhaalactiviteiten. »

**Art. 16.** Artikel 24 van hetzelfde besluit gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 juli 1985 en 1 juni 1987, wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Na het 1e leerjaar bepaalt de klasseraad voor de regelmatige leerlingen die nog niet in het bezit zijn van het getuigschrift van basisstudie, of zij dat jaar met goed gevolg beëindigd hebben. Zo ja reikt hij hun bedoeld getuigschrift uit. »

2° in § 1 bis vervalt « beroeps ... ».

**Art. 17.** Artikel 24, § 2, 1e lid van hetzelfde besluit gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 juli 1985 en 1 juni 1987 wordt opgeheven.

**Art. 18.** Artikel 25 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 juli 1985, 1 juni 1987 en 30 augustus 1989, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 25. Sommige leerjaren worden bekrachtigd door een homologeerbaar getuigschrift, nl. :

1° het getuigschrift van lager secundair onderwijs, uitgereikt aan regelmatige leerlingen die met goed gevolg :

a) een 2e jaar secundair onderwijs en een 3e jaar van het algemeen, technisch of artistiek secundair onderwijs beëindigd hebben;

b) de eerste graad van het secundair onderwijs en een 3e jaar van het algemeen, technisch of artistiek secundair onderwijs beëindigd hebben;

c) een 3e en een 4e jaar secundair beroepsonderwijs beëindigd hebben;

2° het getuigschrift van hoger secundair onderwijs, uitgereikt aan regelmatige leerlingen die houder zijn van het getuigschrift van lager secundair onderwijs, dat gehomologeerd is of uitgereikt werd door de staatsexamencommissie of de examencommissies van de Franse, de Vlaamse of de Duitstalige Gemeenschap, en die met goed gevolg :

a) de laatste 2 leerjaren beëindigd hebben in het algemeen, technisch of artistiek secundair onderwijs, in dezelfde onderwijsvorm, afdeling en studierichting;

b) het 7e jaar, bedoeld in artikel 4, § 1, 5°, en § 2 beëindigd hebben na met goed gevolg een 6e jaar secundair beroepsonderwijs beëindigd te hebben. »

**Art. 19.** Artikel 26, § 1, 1° van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 20.** Artikel 26, § 1, 2° van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 21.** Artikel 29, § 1, 1°, b van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 22.** Artikel 29 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 1 juni 1987, wordt aangevuld als volgt :

« § 7. Om aan specifieke behoeften te voldoen, kunnen inhaallessen georganiseerd worden. »

**Art. 23.** In artikel 35 van hetzelfde besluit wordt § 2 vervangen als volgt :

« § 2. Kunnen toegelaten worden als regelmatige leerlingen in het 3e jaar secundair beroepsonderwijs van type II :

1° de regelmatige leerlingen die met goed gevolg een 2e jaar secundair onderwijs of de 1e graad van het secundair onderwijs van type I met inbegrip van het 2e gemeenschappelijk jaar beëindigd hebben;

2° de leerlingen die 15 jaar zijn, een 2e jaar secundair onderwijs gevolgd hebben en over wie de toelatingscommissie een gunstig advies uitbracht;

3° de leerlingen die 16 jaar zijn en over wie de toelatingscommissie een gunstig advies uitbracht. »

**Art. 24.** Artikel 36 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° 1°, c wordt vervangen als volgt :

« c. de regelmatige leerlingen die met goed gevolg het 4e jaar lager secundair beroepsonderwijs beëindigd hebben; »

2° 2°, b wordt vervangen als volgt :

« b. de regelmatige leerlingen die met goed gevolg het 4e jaar secundair beroepsonderwijs beëindigd hebben. »

**Art. 25.** Artikel 37 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 26.** Artikel 37 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° als regelmatig leerling in het 5e jaar, op het hoger secundair niveau van het technisch en kunstonderwijs van type II, kunnen toegelaten worden, de regelmatige leerlingen die het 6e jaar secundair beroepsonderwijs met goed gevolg beëindigd hebben; »

2° 3° wordt aangevuld als volgt :

« c. de leerlingen die de 2e graad van het secundair beroepsonderwijs van type I met goed gevolg beëindigd hebben. »

**Art. 27.** Artikel 41 van hetzelfde besluit, vervangen bij koninklijk besluit van 30 augustus 1989, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 41. De leerlingen die het 6e jaar secundair beroepsonderwijs met goed gevolg beëindigd hebben, kunnen als regelmatige leerlingen toegelaten worden in het 7e leerjaar, bedoeld in artikel 29, § 5 en § 6, a en b. »

**Art. 28.** Artikel 45 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 30 augustus 1989, wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1, 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° tot 15 oktober :

a) in het 5e jaar, in de hogere cyclus vna het algemeen, technisch of kunstonderwijs;

b) in het 5e jaar, in de hogere cyclus van het beroepsonderwijs;

c) in het volmakings- of specialisatieonderwijs in de lagere en de hogere cyclus. »

2° § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. In het 5e jaar wordt elke leerling die vóór 15 oktober verandert van onderwijsvorm, afdeling of studierichting, geacht te voldoen aan de vereiste van artikel 6, § 2, 2° van de op 31 december 1949 gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens. »

**Art. 29.** Artikel 45 van hetzelfde besluit, vervangen bij koninklijk besluit van 30 augustus 1989, wordt § 1, 2°, c vervangen als volgt :

« c) in het volmakings- en specialisatieonderwijs in de hogere cyclus. »

**Art. 30.** Artikel 49, § 2, le lid, van hetzelfde besluit gewijzigd bij koninklijke besluiten van 2 juli en 1 juni 1987 wordt opgeheven.

**Art. 31.** Artikel 50 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 3 juli 1985 en 30 augustus 1989, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 50. Sommige leerjaren worden bekrachtigd door een homologeerbaar getuigschrift, nl. :

1° het getuigschrift van lager secundair onderwijs, uitgereikt aan regelmatige leerlingen die met goed gevolg :

a) een 2e jaar secundair onderwijs en een 3e jaar van het algemeen, technisch of artistiek secundair onderwijs beëindigd hebben;

b) een 3e en een 4e jaar secundair beroepsonderwijs beëindigd hebben;

2° het getuigschrift van hoger secundair onderwijs, uitgereikt aan regelmatige leerlingen die houder zijn van het getuigschrift van lager secundair onderwijs, dat gehomologeerd is of uitgereikt werd door de staatsexamencommissie of de examencommissies van de Franse, de Vlaamse of de Duitstalige Gemeenschap, en die met goed gevolg :

a) de laatste 2 leerjaren beëindigd hebben in het algemeen, technisch of artistiek secundair onderwijs, in dezelfde onderwijsvorm, afdeling en studierichting;

b) het 7e jaar, bedoeld in artikel 29, § 1, 5°, en § 2, a, beëindigd hebben na met goed gevolg een 6e jaar secundair beroepsonderwijs beëindigd te hebben. »

**Art. 32.** Artikel 31, § 1, 1° van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 33.** Artikel 31, § 1, 2° van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 34.** Artikel 33 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 3 juli 1985, wordt opgeheven.

**Art. 35.** Artikel 58 van hetzelfde besluit, vervangen bij koninklijk besluit van 3 juli 1985, wordt aangevuld als volgt :

« § 3 In het in artikel 4, § 1, 5° bedoelde leerjaar kan de Minister of zijn gemachtigde de houders van het gehomologeerd getuigschrift van hoger secundair onderwijs, behaald in het algemeen, technisch of kunstonderwijs, vrijstellen van sommige onderwezen vakken. In dat geval wordt alleen het kwalifikatiegetuigschrift uitgereikt. »

#### HOOFDSTUK II. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 36.** § 1. De Minister kan een inrichting voor secundair onderwijs van type I toelaten, geen oriënteringsattest uit te reiken na het 1e jaar A van het secundair onderwijs van type I, na afloop van het schooljaar 1993-1994.

§ 2. De klasseraden van de in § 1 bedoelde inrichtingen reiken de regelmatige leerlingen volgende stukken uit :

1° een verslag over de door de leerling in het 1e jaar A verworven bekwaamheden;

2° een oriënteringsattest na de 1e graad die het 2e gemeenschappelijk leerjaar omvat.

Voor de toelating tot het 3e leerjaar is dat attest gelijkwaardig met dat, uitgereikt na het 2e gemeenschappelijk leerjaar.

§ 3. Dezelfde inrichtingen kunnen vanaf het schooljaar 1994-1995 een aanvullend jaar organiseren in de 1e graad, voor leerlingen die in 2 jaar de 1e graad niet met goed gevolg kunnen beëindigen.

Het leerplan van dat aanvullend jaar moet de leerling in staat stellen, het na de 1e graad vereiste studieniveau te bereiken. Het wordt samengesteld volgens de behoeften van de leerling en kan vakken van het 1e en het 2e jaar van de graad en specifieke inhaalactiviteiten omvatten.

§ 4. De regelmatige leerlingen die in het schooljaar 1993-1994 het jaar A beëindigen in dezelfde inrichtingen kunnen tot het 2e gemeenschappelijk leerjaar toegelaten worden.

Als zij na dat 1e jaar van inrichting veranderen, vereist de toelating tot het 2e gemeenschappelijk leerjaar in een andere inrichting een gunstig advies van de toelatingsraad.

**Art. 37.** De toelatingsraad kan de beperking opheffen na afloop van :

1° het 2e gemeenschappelijk leerjaar, voor de wiskunde of de 2e of 3e taal, voor een regelmatige leerling die het 3e jaar secundair onderwijs niet met goed gevolg beëindigd heeft in het schooljaar 1992-1993;

2° het 4e jaar doorstromingsonderwijs voor de wiskunde op niveau B, voor een regelmatige leerling die het 5e jaar secundair onderwijs niet met goed gevolg beëindigd heeft in het schooljaar 1992-1993;

3° het 4e jaar doorstromingsonderwijs, om de toegang tot een cursus moderne taal met 4 wekelijkse lestijden te ontzeggen aan regelmatige leerlingen die in het schooljaar 1992-1993 het 5e jaar secundair onderwijs niet met goed gevolg beëindigden.



**Art. 38.** Behalve de artikelen 1, 6, 18 en 31 die van kracht worden op 1 oktober 1993, de artikelen 13 en 15 die op 1 oktober 1994 van kracht worden, artikel 4 dat op 1 september 1995 van kracht wordt, de artikelen 19 en 32 die op 1 oktober 1995 van kracht worden, de artikelen 1, 7, 12, 21, 25, 29, 30 en 34 die op 1 september 1996 van kracht worden en de artikelen 17, 20 en 33 die op 1 oktober 1996 van kracht worden, treedt dit besluit op 1 september 1993 in werking.

**Art. 39.** De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 19 juli 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap:  
De Minister van Onderwijs,  
E. DI RUPO

F. 93 — 2216

[S-C — 29364 ]

**20 JUILLET 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
fixant les normes et conditions de dédoublements  
et de regroupements dans l'enseignement de promotion sociale**

Le Gouvernement de la Communauté,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment les articles 108, 109, 110, les articles 131 et 132 modifiés par le décret du 4 février 1993, et l'article 133;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 29 juin 1993;

Vu le protocole du 29 juin 1993 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

Arrête :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° section : une section de l'enseignement de promotion sociale de régime 2 ou une section ou unité de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1 dûment approuvée;

2° premier comptage : la date à laquelle le premier dixième des périodes organiques de la section a été effectivement organisé ou la date à laquelle est établi le nombre d'élèves réguliers de la section;

3° second comptage : la date à laquelle les cinq premiers dixièmes des périodes organiques de la section ont été effectivement organisés;

4° chef d'établissement : le chef d'établissement dans le cas de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française ou le Pouvoir organisateur dans le cas de l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française.

**Art. 2.** Les dédoublements d'une section ou de certains cours d'une section ainsi que les regroupements de certains cours de sections différentes ou d'années d'études différentes sont fixés par le chef d'établissement, dans le respect des dispositions légales et réglementaires en la matière, en ce compris le respect des dispositions du statut syndical, pour toute la durée d'une organisation des sections concernées.

Aucune suppression de dédoublements, aucun regroupement ne peuvent avoir lieu en cours d'organisation.

Par dérogation aux alinéas 1er et 2, au second comptage, le chef d'établissement peut procéder, dans le respect des dispositions légales et réglementaires en la matière, en ce compris le respect des dispositions du statut syndical, aux suppressions de dédoublements ou aux regroupements qu'il avait prévus et annoncés aux étudiants et aux membres du personnel concernés dès le début des sections concernées.

Dans les quinze jours ouvrables qui suivent le premier comptage, le nombre de groupes organisés et l'utilisation de périodes qui en résulte, compte tenu des modifications éventuelles visées à l'alinéa 3 sont notifiés au moyen des documents annuels prévus à cet effet.

Les périodes prélevées de la dotation de périodes sont celles indiquées sur les documents visés à l'alinéa précédent.

**Art. 3.** Le chef d'établissement est autorisé à maintenir durant toute la durée de la section des groupes dont il avait prévu le regroupement à partir du second comptage.

Dans ce cas seulement et dans les quinze jours ouvrables qui suivent le second comptage, le nombre de groupes réellement organisés et l'utilisation de périodes qui en résulte sont notifiés au moyen des documents annuels rectificatifs prévus à cet effet. Ces documents remplacent et annulent ceux visés à l'alinéa 4 de l'article 2.

Les périodes réellement prélevées de la dotation de périodes sont celles indiquées sur les documents visés à l'alinéa précédent.

**Art. 4.** Pour la pratique professionnelle, les laboratoires, les cours techniques et de pratique professionnelle, le règlement d'ordre intérieur de l'établissement fixe, pour chacune des sections, le nombre maximum d'étudiants par poste de travail.

Ce nombre est porté à la connaissance de l'étudiant au moment de son inscription dans la section concernée.

**Art. 5. § 1er.** Dans l'enseignement de promotion sociale de régime 1, pour être autorisés, les regroupements d'étudiants de sections différentes, doivent concerner des cours qui répondent aux conditions suivantes :

- 1° être classés au même niveau;
- 2° être classés dans la même catégorie de cours;
- 3° comporter le même nombre de périodes;
- 4° permettre d'atteindre les mêmes capacités terminales.